

Dès le 7 mars, mettre « la France à l'arrêt »

Les Confédérations dans l'unité proposent de mettre le pays à l'arrêt dès le 7 mars prochain face au mépris de Macron et de son gouvernement à maintenir leur projet de réforme des retraites.

Dans cette perspective, réunie le mercredi 15 février par la Confédération avec toutes les autres Fédérations, la FNAS FO a répondu présente.

Comme l'ensemble des Fédérations, nous appelons nos syndicats et nos sections syndicales, dans l'unité, à organiser des Assemblées Générales, à définir avec les travailleuses et les travailleurs les modalités pour préparer le blocage de l'économie dès le 7 mars afin de **mettre « la France à l'arrêt »**.

Nos revendications restent d'actualité, dans les secteurs Social et Médico-social, de l'Insertion, de la Protection de l'enfance, de la Petite enfance et de l'Aide à Domicile, à savoir :

L'ABANDON PUR ET SIMPLE du projet MACRON/BORNE, ainsi que :

- **L'Augmentation générale et immédiate des salaires ;**
- **Les 183 euros pour tous sans contrepartie ;**
- **Le minimum conventionnel = + 20 % du SMIC ;**
- **Le Maintien et l'Amélioration des droits conventionnels ;**
- **Des moyens à hauteur des besoins pour l'emploi et l'amélioration des conditions de travail qui passent par l'arrêt des exonérations de cotisations sociales.**

Nous sommes convaincus que c'est par l'unité que nous contraindrons Macron à retirer son projet et obtiendrons satisfaction sur toutes nos légitimes revendications.

Les milliards sont là ! Ils doivent servir à financer les salaires, à renforcer les droits conventionnels existants et à embaucher à hauteur des besoins, et non pas à engraisser les actionnaires et servir au budget de guerre.

Paris, le 20 février 2023